

Les femmes transfèrent leurs revendications en matière de développements sur le front du financement

JUNE ZEITLIN

NADIA JOHNSON¹

Les défis de l'inégalité et de l'exclusion croissantes et la féminisation de la pauvreté ont été exacerbés par la globalisation rapide de l'économie mondiale. Toutefois, le projet de document du Consensus de Monterrey n'a pas été en mesure de remettre en cause le cadre macroéconomique actuel qui perpétue les déséquilibres, l'inégalité et la souffrance au niveau mondial.

La Conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement de 1992 et l'Agenda 21 ont marqué le début d'un processus d'établissement d'agenda qui a transformé les exigences de politique publique et qui a permis à la société civile d'avoir davantage d'influence dans l'élaboration des politiques.

A la Conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement, les femmes de toutes les parties du globe se sont réunies dans toute leur diversité pour élaborer des stratégies et obtenir la reconnaissance formelle de leur rôle crucial dans la réalisation d'un développement socialement, économiquement et écologiquement durable. Lors des conférences ultérieures sur le développement, les femmes ont fait avancer leur agenda, en s'assurant l'engagement des gouvernements à protéger et à promouvoir les droits humains des femmes (Vienne), les droits et la santé de la reproduction (Caire), la lutte contre la pauvreté et pour le développement social (Copenhague) et une large plate-forme d'avancées politiques, économiques et sociales pour les femmes (Beijing).²

Mais alors même que les femmes ont lutté pour rendre leurs gouvernements comptables de la mise en œuvre de ces engagements, les défis de l'inégalité et de la féminisation de la pauvreté ont été exacerbés par la globalisation rapide de l'économie mondiale. Pour les femmes, donc, le processus du Financement pour le développement – avec sa concentration sur les mécanismes visant à financer les objectifs de développement du Forum du Millénaire et des conférences des années 90 – réservait de grandes promesses.

Pendant des années, les organisations féminines et d'autres ONG ont surveillé six aspects cruciaux du financement du développement: la mobilisation des ressources nationales; la mobilisation des ressources internationales pour l'investissement étranger direct (IED); le commerce; l'aide publique au développement (APD); la dette; et des questions systémiques telles que la réforme de l'architecture financière internationale. Dans le processus du Financement pour le développement, la société civile a soutenu que l'approche existante de la mondialisation économique laissait à la traîne de nombreux pays et de nombreuses personnes et qu'il fallait de nouvelles approches. Un nombre croissant de gouvernements, de dirigeants des institutions financières et commerciales internationales et certains leaders d'affaires commencent à être du même avis.

En dépit de ces efforts, il y a eu un amenuisement régulier de la volonté politique de réformer le système financier et économique international. Les gouvernements ont choisi de s'en tenir aux politiques vouées à l'échec du Consensus de Washington – déréglementation, privatisation, et libéralisation commerciale et financière – qui ont fait grossir les rangs des pauvres, particulièrement les femmes, et mené à une inégalité globale croissante. A notre grande consternation, au moment où le Quatrième Comité préparatoire tirait à sa fin en janvier 2001, le projet de document du Consensus de Monterrey n'a pas été en mesure de remettre en cause le cadre macroéconomique actuel qui perpétue des déséquilibres, l'inégalité et la souffrance au niveau mondial.

Bien qu'il soit généralement admis que les femmes constituent la majorité des pauvres dans le monde,³ le Consensus de Monterrey est presque dépourvu d'analyse

de genre ou de tout attachement clair à l'égalité de genre. Il ignore la position singulière des femmes dans le marché du travail et l'impact inégal et négatif des politiques économiques mondiales sur les secteurs où les femmes prédominent.

Le document reflète une faible perception des responsabilités supplémentaires des femmes dans la gestion de leur ménage, en plus de leurs activités génératrices de revenu. En raison de la privatisation, de la réduction ou de la suppression des services sociaux, dans le sillage de la mondialisation, les femmes ont davantage de responsabilités ménagères et moins de revenu. Ceci n'a pas été pris en compte dans les déclarations officielles sur le financement.

Pour la première fois, le genre est mentionné dans la section Mobilisation des ressources internationales, les entreprises étant incitées à «tenir compte... des implications sociales, environnementales, en matière de développement et de genre de leurs initiatives» (para. 2i). Et bien que la section sur les Questions systémiques comprenne un appel à «l'intégration de la perspective du genre dans les politiques de développement à tous les niveaux et dans tous les secteurs» (para. 58), ceci est une version édulcorée d'un appel antérieur, plus spécifique, à l'intégration du genre dans les institutions financières et de développement internationales. Les trois autres sections – commerce, APD et dette – ne font aucune mention des besoins ou des préoccupations des femmes. Il est presque certain que le document final sera dépourvu du type de changements systémiques ou d'analyse de genre systématique qui ferait une différence réelle pour les femmes.

L'IED, l'APD, les zones franches d'exportation et d'autres forces externes qui affectent directement la restructuration sociale et économique des pays en développement sont des questions de développement clés pour les femmes du Sud. Par exemple, les politiques d'ajustement structurel sont saluées par les pays industriels comme un moyen de promouvoir une croissance économique soutenue, effective, mais dans la pratique, elles exposent les économies, les populations et les ressources naturelles des pays en développement à l'exploitation par des entités externes. Cette réalité a un impact direct sur les moyens d'existence des femmes du Sud, mais leurs perspectives ont été marginalisées jusqu'ici dans le processus du Financement pour le développement.

Les perspectives et les recommandations des femmes dans le processus du Financement pour le développement ont été examinées lors d'une consultation WEDO/UNIFEM (Fonds de développement des Nations-Unies pour les femmes) durant le Second Comité Préparatoire, de février 2001. La réunion a rassemblé près de 30 représentantes d'organisations de femmes de toutes les parties du monde, pour définir des voies et moyens d'intégrer une perspective féministe dans l'agenda du Financement pour le développement. Les représentantes de six des groupes qui ont participé à la réunion⁴ ont développé des recommandations à partir desquelles des matériaux pour le plaidoyer ont été produits. Ces matériaux – un ensemble de documents de synthèse sur des questions et un document de propositions spécifiques sur chacun des thèmes du Financement pour le développement – ont servi de point de référence aux délégués au Financement pour le développement cherchant des voies et moyens d'incorporer les préoccupations de genre dans le processus, et pour que d'autres organisations de la société civile intègrent le genre à leurs propres propositions sectorielles. Les principaux points et recommandations avancés par les femmes se trouvent ci-dessous.⁵

1 June Zeitlin, Directrice exécutive; Nadia Johnson, Associée Programme justice économique et sociale; Women's Environment and Development Organisation (WEDO).

2 Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 1993, Vienne, Autriche; Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), 1994, le Caire, Egypte; Sommet mondial pour le développement social, 1995, Copenhague, Danemark; Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, Chine.

3 Soixante dix pour cent est l'estimation communément utilisée, mais du fait que «il reste encore à définir des indicateurs de la pauvreté de revenu qui soient sensibles au genre... il n'y a aucun moyen d'estimer l'étendue de la féminisation de la pauvreté.» «Biennial Report: Progress of the World's Women 2000», UNIFEM, 2000, p. 95.

4 Association for Women's Rights in Development (AWID), Canada; Freedom from Debt Coalition, Philippines; Gender and Trade Network, Washington, D. C.; World Council of Churches Ecumenical Team (WCC/ET), New York; Women's Environment and Development Organisation (WEDO), New York; Women's Eyes on the Multilaterals, Mexique.

Mobilisation des ressources financières nationales pour le développement

Les gouvernements nationaux jouent un rôle primordial dans le développement du secteur financier national, la protection des services sociaux et la mise en place des ressources nécessaires pour la croissance du potentiel et des capacités humains. Mais la mondialisation et la libéralisation du marché imposent des limites strictes à la capacité des gouvernements à fournir une protection sociale et à investir dans les ressources humaines. Les gouvernements se retrouvent plutôt confrontés au dilemme de la création d'un environnement économique «compétitif» à partir de politiques qui entraînent des désastres sociaux et économiques. La libéralisation des marchés intensifie la subordination des femmes dans de nombreux domaines tels que l'alphabétisation, l'espérance de vie et l'accès à la terre, à l'information, à la technologie et à l'éducation. Les politiques fiscales pourraient servir d'outil pour redistribuer la richesse et corriger les inégalités sociales, mais la capacité des gouvernements à générer des recettes fiscales est entravée par les réformes du type FMI/Banque mondiale qui favorisent les tranches de revenu intermédiaire à supérieur, à prépondérance masculine tout en réduisant ou en éliminant les subventions sur les produits de base tels que le lait, le pain et le gaz de cuisine dont dépendent les communautés démunies, spécialement les femmes.⁵

Recommandations des femmes

- Développer des analyses désagrégées par genre des budgets nationaux pour obtenir les données sur le travail des femmes – rémunéré et non rémunéré, formel et informel – par rapport aux hommes, à partir desquelles des politiques et des stratégies de développement économique véritablement équitables et efficaces peuvent être élaborées.
- Adopter et appliquer des mesures de transparence dans les instances de prise de décision financière, les agences et les institutions gouvernementales. Ces mesures accroîtraient la prise de conscience et l'implication publiques dans les processus d'élaboration des politiques, favorisant ainsi la bonne gouvernance et la démocratie et réduisant l'incidence de la corruption.
- Incorporer des analyses soucieuses du genre dans toute prise de décision macro-économique. Le micro-crédit seul ne peut éliminer les obstacles auxquels les femmes sont confrontées dans l'accès aux marchés et aux ressources financières. Les politiques macro-économiques impliquant des accords commerciaux et de prêts, l'agro-business, la distribution des terres et l'administration fiscale doivent être développées en prenant conscience et en tenant compte de leurs implications de genre.

Mobilisation des ressources internationales pour le développement: investissement étranger direct et autres flux privés

La conscience de genre est cruciale dans la mobilisation des ressources financières internationales impliquant les transferts de fonds. Les politiques et les institutions ne sont pas indifférentes au genre: elles affectent les femmes et les hommes de manière différente. Les femmes constituent la moitié de la population mondiale mais contrôlent moins de 10% des ressources et gagnent moins que les hommes pour un travail comparable. La sensibilité au genre est nécessaire pour que les politiques commerciales et d'investissement soient efficaces, car les inégalités et les biais de genre restreignent la capacité des femmes à utiliser les opportunités disponibles, à réagir aux initiatives de politique ou à faire des avancées productives en termes de droits fonciers, de crédit et de technologie. La question primordiale devrait être de voir comment mobiliser les ressources internationales pour le développement, dans le contexte de l'élaboration de politique économique et financière soucieuse du genre, pour garantir que les préoccupations des femmes et des filles sont prises en compte.⁷

Recommandations des femmes

- Accorder la priorité au développement humain durable conscient du genre comme partie intégrante de la croissance économique. Un mécanisme visant

à faciliter cette politique pourrait être l'établissement d'un bureau genre dans les ministères des finances nationaux.

- Promulguer des cadres réglementaires soucieux du genre et de l'environnement pour surveiller les flux globaux de capitaux et les pratiques des entreprises mondiales et des multinationales mondiales en matière d'emploi.
- Etablir des Evaluations d'impact de la viabilité soucieuses du genre des partenariats secteurs public/privé qui passent en revue les risques fiscaux et sociaux des investissements conjoints et des coentreprises, ainsi que la responsabilité sociale, l'obligation de rendre compte, la transparence et la participation des organisations et des syndicats de femmes et de la société civile.
- Développer des programmes soucieux du genre qui lient le développement des petites entreprises aux entreprises étrangères et qui encouragent le transfert d'information et de technologie aux petites entreprises et au secteur informel.

Commerce international comme moteur du développement

La libéralisation des échanges progresse rapidement en accordant peu d'attention au coût pour les femmes et les hommes des pays en développement ou à son impact sur l'égalité sociale et de genre. Ce manque d'attention pose des défis particuliers pour les femmes dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la protection de la production alimentaire, des moyens de subsistance liés à l'agriculture, du développement rural, de la santé et des soins de santé, de l'accès aux services publics, de la diversité biologique et de la technologie. En outre, les mesures restrictives relatives à l'investissement ont des répercussions sérieuses sur la croissance et le développement des micro et des petites entreprises, où les femmes sont concentrées.⁸

Recommandations des femmes

- Entreprendre une évaluation d'impact sociale et de genre générale du cadre actuel de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), suivie d'une renégociation pour répondre aux besoins des pays en développement.
- Supprimer les Accords sur l'Agriculture, sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) et sur des mesures concernant les investissements et liées au commerce des disciplines de l'OMC; les décisions relatives à l'agriculture et à l'investissement devraient relever du niveau national.
- Concevoir des systèmes de développement soucieux du genre et socialement équitables qui protègent les connaissances traditionnelles en reconnaissant la contribution des hommes et des femmes agriculteurs, la nature du partage des avantages et les dispositions relatives au consentement préalable en connaissance de cause.
- Veiller à ce que les liens entre l'investissement étranger direct et les politiques commerciales mènent à un développement durable, équitable et sûr. Les zones franches industrielles d'exportation regorgent d'exemples des impacts négatifs que ce lien peut avoir sur les travailleurs, particulièrement sur les femmes et les enfants.

Accroissement de la coopération financière internationale pour le développement

Pour réduire la pauvreté de manière effective, l'aide financière doit se concentrer sur les femmes et les filles, qui constituent la majorité des pauvres à travers le monde et qui pâtissent le plus des effets de la pauvreté. L'APD et d'autres formes d'aide financière internationale jouent un rôle important dans la définition des cadres macro-économiques et dans les processus qui y sont liés. Toutefois, quelques nouvelles stratégies importantes qui ont le potentiel d'améliorer la coordination des bailleurs et l'appropriation locale des modèles de développement – Cadres de développement pays, Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), SWAP, etc. – sont indifférentes au genre. Etant donné l'expérience des politiques de réforme économique antérieures, ces nouvelles approches sont susceptibles d'avoir des impacts tout aussi déstabilisateurs et des effets négatifs, particulièrement sur les femmes. Ces nouveaux cadres stratégiques doivent être révisés pour appuyer des politiques socio-économiques viables et pour permettre aux entités de développement dans les pays

5 Tiré en partie d'un document commandité par UNIFEM: M. Floro, «Gender Dimensions of the Financing for Development Agenda», avril 2001.

6 N. Johnson, «Mobilising Domestic Resources: Women's Consultation Briefing Paper», Septembre 2001, New York.

7 J. Goodson Foerde, «Mobilising International Resources: Women's Consultation Briefing Paper», septembre 2001, New York.

8 M. Williams et M. Riley, «Trade: Women's Consultation Briefing Paper», septembre 2001, Washington, D. C.

bénéficiaires d'orienter la mise en œuvre de l'APD, en se concentrant sur la protection de l'environnement, les droits du travail et l'égalité de genre.⁹

Recommandations des femmes

- Les pays industriels doivent accroître l'APD à 0,7% du PNB, conformément aux engagements souscrits lors du Forum du Millénaire et de la Troisième Conférence des Nations-Unies sur les pays les moins avancés. Un calendrier doit être établi pour atteindre cette cible, en commençant par un attachement au défi du Secrétaire général de l'ONU de doubler les contributions à 100 milliards de dollars US dans les deux à trois prochaines années, afin de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême d'ici 2015.¹⁰
- L'APD doit appuyer l'assistance technique pour la constitution de capacités institutionnelles dans l'analyse de genre, notamment les ressources et l'assistance technique pour l'obtention de données désagrégées par genre, telles que les impacts des politiques sur différents groupes de femmes et d'hommes; et doit renforcer la conception et la gestion des programmes et les politiques et procédures opérationnelles dans les pays en développement et dans les pays à économie en transition.
- Financer les biens collectifs globaux en plus de l'APD, et inclure l'éradication du VIH/SIDA et d'autres grandes maladies infectieuses, la protection de l'environnement, l'éradication de la pauvreté et l'égalité de genre parmi ces objectifs.
- Concentrer la coopération internationale sur la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, notamment ceux figurant dans les traités des droits humains, dans les documents issus des conférences des Nations-Unies des années 90 et dans la Déclaration du Millénaire.

Financement durable de la dette et allègement de la dette extérieure

La dette étrangère connaît une croissance exponentielle et l'allègement de la dette continue d'être un exercice de pouvoir et de contrôle à travers les politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions financières internationales qui drainent des ressources précieuses des pays débiteurs. Les propositions actuelles relatives à la gestion de la dette – Initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés, et Initiative renforcée – offrent trop peu, trop tard à trop peu de pays car elles sont conçues par les créanciers pour le recouvrement, non pour l'allègement, de la dette. Mais à moins que les plans de gestion de la dette actuels ne soient transformés en opportunités effectives, équitables, durables, orientés vers le développement en matière d'allègement de la dette, le cycle désastreux de l'accumulation de la dette se répètera, condamnant des millions de personnes de plus à la souffrance.

Les politiques d'ajustement structurel accordent davantage de priorité au remboursement de la dette qu'aux dépenses de santé, d'éducation, d'hygiène, l'approvisionnement en eau salubre et d'autres besoins sociaux. Ceci sape l'obligation redditionnelle des gouvernements débiteurs envers leurs populations et érode les institutions démocratiques locales. Les négociations sur la dette et le crédit sont menées en secret entre les élites du Nord et celles du Sud, ce qui favorise la corruption. Placées, comme elles le sont, à l'intersection entre les sphères productive et reproductive de la vie, les femmes ont supporté le plein impact de la dépendance vis-à-vis de la dette, de l'adhésion aux PAS et du sous-développement.¹¹

Recommandations des femmes

- Annuler la dette des pays à faible revenu et les dettes illégitimes de tous les pays du Sud, avec effet immédiat.
- Instituer un allègement de la dette immédiat pour les pays à revenu intermédiaire lourdement endettés.
- Garantir la participation active de la société civile à la prise de décision pour déterminer l'affectation des fonds découlant des nouveaux prêts et de l'allègement de la dette.

9 J. Kerr, «Official Development Assistance: Women's Consultation Briefing Paper», septembre 2001, Canada.

10 FfD NGO Caucus Statement to the Press, 22 janvier 2002, New York.

11 Lerner, G., Lozada, R., et Torres, V., «Debt: Women's Consultation Briefing Paper», septembre 2001, New York et Philippines.

- En commençant par les pays pauvres lourdement endettés d'Afrique, supprimer les conditions liées aux nouveaux prêts et à l'allègement de la dette qui perpétuent l'endettement, comme formulé dans l'initiative DSRP et dans l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres lourdement endettés.
- Introduire un processus d'arbitrage indépendant, transparent, pour négocier l'annulation de la dette internationale, un processus qui garantit que les pertes et les gains sont équitablement partagés, et établir des politiques éthiques en matière de crédit et d'emprunt pour prévenir de futures crises de la dette.

Questions systémiques: accroître la cohérence et la concordance des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux en appui au développement

La réforme de l'architecture financière internationale, l'amélioration de la gouvernance globale et le renforcement du rôle des Nations-Unies sont les trois dimensions majeures de cette question litigieuse. Ce qui est en jeu, c'est l'orientation que le financement du développement prendra au-delà de Monterrey. Les ONG féminines et d'autres soutiennent que l'écosystème humain global est en train d'être compromis par les déséquilibres graves dans la productivité, la mobilisation des ressources et la répartition des biens et des services, résultant des politiques du Consensus de Washington, qui favorise la déréglementation, la privatisation et la libéralisation commerciale et financière. Ce modèle, qui subordonne l'éradication de la pauvreté et l'égalité de genre à la croissance économique, est économiquement et politiquement non viable. Le défi à relever est de transformer la structure et les règles de gouvernance existantes en un système qui aidera à la réalisation d'un développement humain durable.

Recommandations des femmes

- Surveiller les conditions, les politiques, les institutions économiques globales à partir de la perspective des objectifs de développement généraux, notamment l'éradication de la pauvreté et l'égalité de genre, comme établi dans la Charte des Nations-Unies, la Déclaration du Millénaire et toutes les conférences des Nations-Unies de la dernière décennie.
- Inclure tous les secteurs de la société civile, particulièrement les femmes, dans la conception et l'application des politiques commerciales, fiscales et financières, aux niveaux national, régional et international.¹²
- Etablir la primauté des Nations-Unies dans la prise en compte de l'absence de démocratie et de transparence institutionnelles dans les institutions financières et commerciales internationales – la Banque mondiale, le FMI et l'OMC.¹³
- Appuyer les efforts des gouvernements pour réaliser la mise en œuvre pleine et effective du Plan d'action de Beijing.

Perspectives régionales

Les femmes s'organisent tant au niveau régional que national pour garantir que le genre est intégré dans tout financement et dans toute prise de décision concernant le développement économique. Des réunions entre économistes, activistes et dans certains cas, responsables étatiques, ont eu lieu en Inde, aux Philippines et au Danemark, et de nouveaux réseaux tels que l'Initiative de Carthagène en Amérique latine, se sont constitués.

Les femmes décideurs et activistes ont reconnu que les femmes qui s'organisent à la base ont été exclues du processus officiel du Financement pour le développement. Pour s'attaquer à ce problème crucial, WEDO et UNIFEM ont parrainé une initiative conjointe pour aider à faciliter une politique et une prise de décision soucieuses du genre dans le processus du Financement pour le développement. Dans le cadre de ce partenariat, des ateliers régionaux ont été organisés pour l'Afrique, les nouveaux Etats indépendants d'Europe centrale et d'Europe de l'est, et l'Asie/Pacifique. Ces ateliers ont rassemblé des responsables gouvernementaux, des femmes activistes à la base, et des économistes féministes, pour échanger les expériences, élaborer des stratégies et créer des réseaux sur les questions relatives au Financement pour le développement dans

12 Laura Frade, Women's Eyes on the Multilaterals, «Women's Consultation Recommendations, FfD PrepCom III», 2-8 mai 2001, New York.

13 FfD NGO Caucus Statement to the Press, *op. cit.*

leurs régions. Ces ateliers étaient destinés à attirer l'attention régionale sur le processus du Financement du développement et à catalyser des efforts de plaidoyer supplémentaires aux niveaux national, régional et global.

L'atelier régional africain, organisé par AWEAPON (African Women's Economic Policy Network), s'est tenu à Kampala, en Ouganda, et a couvert les dimensions régionales de la gouvernance économique et sociale, du genre et du commerce, de la dette extérieure, de la sécurité et de la paix, du VIH/SIDA, de l'assistance technique, de la sécurité alimentaire et de la mobilisation de ressources au niveau national.

L'atelier régional des Etats nouvellement indépendants/Europe centrale et Europe de l'est s'est tenu à Kiev, en Ukraine, et a été organisé par Le Liberal Society Institute. Les sujets de préoccupation comprenaient la corruption, l'accès à la micro-finance, la mobilisation de ressources au niveau national, la protection sociale, les nouvelles formes de violence contre les femmes, le trafic sexuel, et l'émergence récente de la dette extérieure.

L'atelier Asie/Pacifique, organisé par South Asia Watch, s'est tenu à Katmandou, au Népal. Les questions régionales et sous-régionales identifiées ont été la crise de la dette extérieure, les taux élevés d'analphabétisme féminin, l'absence de sécurité alimentaire, l'offre et la demande de corruption, le trafic sexuel, l'exploitation du travail des femmes et des enfants, favorisés par les cadres néo-libéraux actuels du FDI (?) et du commerce. La nécessité de décentraliser le pouvoir et d'accroître l'autonomie des Etats a été mise en exergue.

Ces ateliers ont servi de tribune pour informer, renforcer les réseaux et développer des stratégies en vue d'activités futures telle que le partage de l'information, la recherche et l'éducation, la formation, le lobbying et le plaidoyer, la publication et la participation. Ils ont également développé des documents de plaidoyer et des propositions formulées de manière concrète pour le document de conclusion du Facilitateur. Des relations ont été établies entre le Financement pour le développement et le Sommet mondial sur le développement durable – reconnaissance de la nécessité de former des liens entre le financement du développement et la viabilité économique, sociale et environnementale; les discussions étaient à la fois instructives et stimulantes et les réseaux combinés de participants ont montré le potentiel de plaidoyer des femmes sur l'impact des questions macro-économiques aux niveaux national, régional et global, et lors de la Conférence de Monterrey et au-delà.

Participation des femmes

Le processus du Financement du développement a fourni aux femmes l'opportunité d'intégrer l'analyse de genre et une perspective féministe dans le débat macro-économique. Alors que WEDO, DAWN, World Council of Churches/Ecumenical Team, le CISL (Confédération internationale syndicats libres) et un certain nombre de femmes activistes, ont cherché à apporter cette analyse et cette perspective et ont été une présence et un rappel constants de l'importance que revêtent les préoccupations de genre, la participation générale des femmes a été limitée.

Ceci résulte en partie des limites objectives des ressources financières et humaines dans les ONG de femmes. Mais un problème majeur se trouve dans l'absence des femmes dans la prise de décision économique et dans le mouvement plus large de la société civile contre la mondialisation financière. En dépit des avancées des femmes dans de nombreux domaines, celles-ci sont toujours faiblement représentées dans les organes de prise de décision. Les femmes ne comptent que pour 13% dans les corps législatifs nationaux. Parmi les ministres étatiques à travers le monde, les femmes ne font guère plus de 14%, et sont largement concentrées dans des secteurs traditionnellement perçus comme les moins puissants, tels que l'éducation, la santé et les sports. Le nombre de femmes dirigeant les secteurs gouvernementaux ayant le plus d'influence dans la structure du pouvoir est particulièrement faible, avec seulement 9,4% de femmes dans le domaine juridique et moins de 5% à des postes économiques, politiques et dans l'exécutif.¹⁴ Au FMI, 2,2% des gouverneurs (4 sur 179) sont des femmes et on ne compte pas de femmes parmi les 24 directeurs.¹⁵ La situation n'est guère meilleure à la Banque mondiale: 5,5% des gouverneurs (10 sur 181) et 2 des 24 directeurs sont des femmes.¹⁶

14 S. Reyes, «Women Working with Women: Breaking Down the Barriers», «Getting the Balance Right: Strategies for Change», WEDO, 2001, New York.

15 Rapport annuel du FMI, 2001.

16 <http://www.worldbank.org/about/>

Tant que les femmes ne seront pas présentes en nombres critiques et qu'elles n'auront pas la capacité de partager leurs expériences, leurs perspectives, leurs préoccupations et leurs besoins différents, ceux-ci ne seront pas reconnus dans le débat de politique. Ceci est vrai non seulement dans les institutions gouvernementales et inter-gouvernementales, mais aussi dans les organisations de la société civile. Les femmes sont encore sous-représentées dans le mouvement anti-mondialisation, qui a joué un rôle de premier plan dans la redéfinition d'une nouvelle approche de la mondialisation concentrée sur la promotion du développement durable et sur la prise en compte de l'inégalité de revenu. Les femmes activistes doivent s'organiser autour des questions de mondialisation et chercher à influencer sur les agendas non seulement des gouvernements, mais aussi des ONG.

Engagement futur: premières étapes

Aux Nations-Unies, il sera très important de transférer les discussions et les résultats du Financement du développement dans la préparation en vue du Sommet mondial sur le développement durable, qui doit se tenir en août 2002, à Johannesburg. La vision et la portée du Sommet mondial sur le développement durable reposeront en partie sur les possibilités et les engagements en matière de financement convenus à Monterrey.

Le Sommet mondial sur le développement durable est une occasion d'appliquer une optique du genre plus large aux Objectifs de développement du Millénaire – la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la prise en compte des questions d'égalité pour les femmes et de renforcement de leurs capacités en vue d'éradiquer la pauvreté sont des inclusions significatives mais ne peuvent en elles-mêmes répondre de manière adéquate aux besoins généraux des femmes, ni à leur rôle dans le développement. Pour atteindre pleinement les Objectifs du Millénaire que sont la lutte contre la pauvreté et contre la faim, la réalisation de l'éducation primaire universelle, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et la lutte contre le VIH/sida, il est crucial de documenter et de comprendre les positions différentes des hommes et des femmes, des filles et des garçons, dans la société.

Outre les indicateurs sociaux et économiques dans les Objectifs de Développement du Millénaire, les engagements en vue de la réalisation de la viabilité environnementale occupent également une place prépondérante. Ainsi, le Sommet mondial sur le développement durable est une occasion d'unifier les composantes sociales, économiques et environnementales de la viabilité dans le contexte des Objectifs du Millénaire et des conférences et accords des Nations-Unies de la dernière décennie.

Les femmes savent que les différents mécanismes de financement sur la table dans le processus du Financement du développement sont des moyens servant une fin plus large, celle du développement humain. Ces mécanismes financiers sont débattus dans de nombreuses autres enceintes – OMC, FMI, Banque mondiale, banques de développement régionales et entreprises multinationales. Toutefois, il n'y a pas une seule institution qui examine si chacune de ces enceintes est appropriée ou quelles sont les relations entre elles. Les conséquences sociales de leurs décisions de politique sont des considérations secondaires. Ainsi, les Nations-Unies constituent le seul Forum pour le débat intergouvernemental formel liant le financement au développement social. Cet aspect du Financement du développement est qui le rend singulier et ce qui lui donne tant d'importance pour les femmes.

Les femmes ont élaboré un agenda visionnaire durant la dernière décennie de réunions mondiales sur le développement, des jours grisants de Rio aux triomphes de Beijing. Nous pouvons certes célébrer certaines avancées par la mise en œuvre de ces engagements - budgets de genre dans plusieurs pays; nouvelles lois d'équité de genre; améliorations de la législation électorale – mais ce n'est pas suffisant. Comme l'a déclaré Bella Abzug, fondatrice de WEDO, «*Nous avons les paroles, il nous faut maintenant la musique, et la musique, c'est l'action.*» Pour transformer les paroles en action à l'échelle mondiale, les femmes doivent transférer le Financement du développement dans le Forum sur le Développement durable. Et nous devons le faire en plus grands nombres – en œuvrant aux niveaux national, régional et mondial – au moment où nous faisons pression pour assurer une pleine égalité dans les sphères sociale, politique et économique. ■

Women's Environment and Development Organization (WEDO)
www.wedo.org/